Youth, Peace & Security

Rapport synthétique

Consultation régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre Pour une Etude de progrès concernant la Jeunesse, la Paix et la Sécurité

Cotonou, Bénin
11-13 septembre 2017-10-17







UN VOLUNTEERS · Peacebuilding Sustaining Peace · UNFPA

UNESCO United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization · UNDP Empowered lives. Resilient nations. · UNOCA

Remerciements

Auteur : Gabrielle John, Secrétariat pour l'Etude de progrès concernant la Jeunesse, la Paix et la Sécurité

Contributeurs :
Irene Bronzini, UNV
Valentina Bianchini, UNDP

Facilitateurs :
Chernor Bah, Purposeful Productions
Kessy Martine Ekomo-Soignet, URU
Emmanuella Langis, MINUSCA

Ce document a été traduit en collaboration avec Anne-Laure Bouchet et relu par Rubis Ngenzi, les volontaires en ligne qui se sont mobilisés via www.onlinevolunteering.org.

Introduction

En décembre 2015, le Conseil de Sécurité a adopté la Résolution sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité (JPS). Pour la première fois, le Conseil de Sécurité a dédié une résolution complète au rôle positif que les jeunes peuvent jouer et jouent dans la prévention des conflits, la prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix. La Résolution a été défendue par le Royaume Hachémite de Jordanie et adoptée à l'unanimité.

La résolution UN SCR 2250 a mandaté le Secrétaire-général « à mener une étude de progrès sur la contribution positive des jeunes aux processus de la paix et la résolution des conflits, afin de recommander des réponses efficaces à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale » et de présenter les résultats de l'Etude aux Etats-membres des Nations Unies. L'Etude apportera des preuves de la contribution des jeunes au maintien de la paix, à travers un processus de recherche indépendant et participatif. Un auteur principal indépendant, ainsi qu'un groupe consultatif de 21 experts ont été nommés par le Secrétaire-général pour conduire l'Etude. Les consultations avec les jeunes et les organisations de la société civile dirigées par des jeunes offrent une contribution essentielle à l'Etude, afin de recueillir les opinions, aspirations et revendications des jeunes sur les problématiques de la paix et de la sécurité. Pour plus d'informations sur l'Etude sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité, veuillez cliquer ici.

La consultation régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui s'est tenue à Cotonou, au Bénin, du 11 au 13 Septembre 2017, était la sixième d'une série de consultations régionales pour l'Etude de progrès. Elle a été organisée par le Programme de Volontaires de Nations Unies (UNV), le FNUAP, le PNUD, l'UNESCO, l'UNOCA, la CONFEJES et la Commission de Consolidation de la Paix de Nations Unies (PBSO). Un total de trente-neuf participants a pris part à cette consultation régionale de trois jours. Ils ont été nommés par les bureaux pays des agences des Nations Unies et sélectionnés via un appel à candidature ouvert publié en ligne.

Les pays d'où venaient les participants étaient: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, République Démocratique du Congo, République du Congo, Gabon, Ghana, Gambie, Guinée, Côte d'Ivoire, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Togo. Le nombre précis de participants de chaque pays est listé à l'annexe A.

La consultation a été organisée en trois parties: le premier jour a été consacré aux discussions des jeunes sur la jeunesse, la paix et la sécurité en tant que concepts, ainsi qu'à une conversation sur la pertinence de l'UNSCR 2250 dans leur situation; le deuxième jour a vu les participants décrire leur travail de construction de la paix et les partenariats et les relations qu'ils ont noués dans l'exercice de leurs activités; le troisième et dernier jour a été réservé pour que les participants puissent débattre de certains défis et priorités auxquels ils font face et qu'ils puissent développer des recommandations en lien avec ces derniers. Ces consultations ont été facilitées par trois co-facilitateurs, issus de la société civile et des Nations Unies. La liste des organisations présentes est incluse à l'annexe B.

Ce rapport constitue un résumé analytique des problèmes principaux abordés par les jeunes qui ont participé à cette réunion, ainsi que leurs recommandations pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans le but de refléter objectivement et fidèlement les

points de vue des participants, le rapport a été partagé avec les participants avant sa finalisation, en vue de l'ajout de leurs commentaires et retours.

La consultation s'est tenue selon les règles de Chatham House ; de ce fait, aucun des commentaires ou opinions exprimés n'a été attribué.

1. Définir la Jeunesse, la Paix et la Sécurité

« Les jeunes ne devraient pas représenter un sujet sur la table, mais des acteurs autour de la table... »

Jeunesse

Pour les participants, le concept de jeunesse pourrait être défini par l'innovation et le dynamisme des jeunes, par leur capacité à trouver des solutions nouvelles à des problèmes anciens et par le potentiel qu'ils ont pour contribuer à la paix et au développement, s'ils s'engagent de manière significative. « La jeunesse est un état d'esprit » et c'est par l'énergie, la détermination et l'engagement que les jeunes peuvent contribuer et contribuent à la paix et à la sécurité.

Paix

Tolérance et cohésion sociale: les participants ont décrit l'importance de la tolérance et du respect envers les différentes cultures, points de vue et ethnicités comme élément-clé afin de parvenir à la cohésion sociale et enfin à la paix.

« La cohésion au sein des communautés est importante. Dans nos communautés, il y a des différences religieuses, linguistiques et autres. Il est donc important que nous nous acceptions dans notre diversité ; autrement, nous ne serons pas en mesure de parvenir à la paix. »

Développement: la centralité du développement comme prérequis nécessaire à la paix a été discutée par une majorité de participants, qui ont décrit la nature interconnectée des deux concepts, « ... lorsqu'il y a du développement, il y a de la paix et vice-versa ».

Stabilité et tranquillité: pour la plupart des participants, la paix se manifeste par la stabilité et la tranquillité, à la fois en termes de stabilité externe ou environnementale (sociale, politique et économique) et de stabilité interne (par la paix intérieure ou un « esprit tranquille »). Cependant, cela ne signifie pas une absence totale de conflit, mais plutôt le fait que, lorsque le conflit émerge, il est géré de manière pacifique.

Sécurité

Protection: les participants ont décrit à quel point se sentir protégé était crucial afin de se sentir en sécurité. Cela a été exprimé comme l'absence de risques envers leur sécurité personnelle, comme la sensation de se sentir assuré et de pouvoir faire confiance à leur gouvernement et aux personnes autour d'eux et comme le fait de ressentir une sécurité personnelle et émotionnelle.

Prévention: pour certains participants, la prévention était un moyen de parvenir et de maintenir la sécurité dans leurs communautés.

Liberté: les libertés d'expression et de mouvement ont été mises en avant comme nécessaires afin de se sentir en sécurité dans leurs communautés.

Développement: comme dans les discussions sur le concept de la paix, les participants ont souligné dans leurs discussions sur la sécurité l'importance d'un développement inclusif et durable dans ses dimensions sociales et économiques comme élément crucial contribuant au sentiment de sécurité.

2. Le travail des jeunes

Education et sensibilisation

> « Nous avons besoin d'un système de gouvernement qui travaillera avec nous plutôt que pour nous »

- Identifier les régions qui peuvent être exposées aux conflits et mener des activités éducatives, culturelles et récréatives (en utilisant par exemple le théâtre, le cinéma, etc.) pour prévenir les conflits violents.
- Dispenser une éducation civique et promouvoir l'engagement civique dans les communautés.
- Proposer une éducation par les pairs sur le développement durable, la prévention contre la drogue, les droits de l'enfant et les droits humains.
- Enseigner aux jeunes comment gérer leurs émotions de manière pacifique et efficace.
- Former des médiateurs de conflits pour les insérer au sein de communautés exposées aux conflits.
- Dispenser une formation aux communautés en termes de médiation, de leadership et de communication afin de promouvoir la cohésion sociale.
- Dispenser une éducation informelle sur le courage moral, la liberté d'expression et une culture de la paix ;
- Sensibiliser et éduquer les parents sur l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école.
- Sensibiliser les étudiants universitaires aux Objectifs du Développement Durable.
- Sensibiliser le public à l'accès à la justice.
- Sensibiliser la société civile à l'importance de l'accès à la justice et aux mécanismes judiciaires.

Nigeria[1]: l'importance de la santé pour la paix

« Je soutiens le droit d'accès à la santé de la reproduction et de la sexualité... quand les jeunes sont en bonne santé, ils sont productifs et peuvent contribuer à cette société. Si un jeune homme n'est pas capable de participer activement ou fructueusement à la société, si une jeune fille tombe enceinte en jeune âge, si tu es isolé, c'est la même chose : tu essaieras de trouver un moyen d'intégrer le système. » - *Nigéria, participant masculin*

Accès aux services de base

- Fournir aux communautés un accès aux services de base, particulièrement à celles qui sont fortement affectées par l'extrémisme violent.

Participation politique

- Faire un plaidoyer auprès du gouvernement afin qu'il baisse l'âge minimum pour se porter candidat à des fonctions politiques.
- Faire un plaidoyer auprès des gouvernements nationaux afin qu'ils honorent leurs engagements, c'est-à-dire les engagements relatifs à l'UNSCR 2250.
- Faire du plaidoyer en faveur des jeunes afin qu'ils soient inclus dans les processus de prise de décision.

- Promouvoir la participation politique des femmes.
- Mettre en œuvre l'observation électorale.

Dialogue

- Créer des « lieux sûrs » pour les jeunes réfugiés et les déplacés internes afin qu'ils puissent s'exprimer librement et discuter de leurs expériences passées, en dispensant également un enseignement sur les droits et la santé de la reproduction et de la sexualité.
- Promouvoir et soutenir le dialogue interreligieux.
- Promouvoir le dialogue et assurer la médiation de conflits opposant la jeunesse et les forces de l'ordre.
- Soutenir l'intégration sociale des groupes marginalisés au niveau local et communautaire.
- Travailler avec les communautés afin d'encourager l'ouverture d'espaces de dialogue et de débats incluant l'ensemble des membres de la communauté.

Nigeria[2]: le besoin de se faire entendre

« Dans mon pays, la plupart des jeunes deviennent violents à cause de leur frustration. La pauvreté n'est pas le seul problème; le chômage peut y conduire, mais selon moi, le facteur le plus important qui peut frustrer les jeunes, c'est quand ils ne sont pas reconnus et qu'ils ne peuvent pas exprimer leurs points de vue et opinions » - *Nigeria, participant masculin*

Emploi et formation professionnelle

- Utiliser la culture et les arts pour démobiliser les jeunes et leur donner accès à une formation sur la génération de revenus et l'entreprenariat.
- Contrer l'extrémisme violent en offrant aux jeunes des opportunités de mentorat et d'emploi
- Dispenser aux agriculteurs des formations sur l'importance et sur le processus de protection de l'environnement.
- Dispenser aux jeunes des formations en business et renforcer leurs compétences pour développer des solutions pour leurs communautés
- Dispenser des formations de renforcement des capacités aux jeunes sortis du système scolaire afin de promouvoir la cohésion sociale et de combler le fossé entre les jeunes scolarisés et les jeunes non scolarisés

Genre

- Conduire des campagnes de sensibilisation et de renforcement des capacités au sein de la communauté en réponse à la mutilation génitale féminine (MGF) et au mariage des enfants.
- Apporter un accès aux services juridiques aux femmes qui sont en danger de subir ou qui ont subi la MGF et le mariage des enfants.

La Gambie : MGF, le mariage des enfants et l'éducation

« Le mariage des enfants et la MGF sont souvent associés avec l'Islam. Nous tenons notre inspiration des chefs religieux et il y a des chefs qui défendent ces pratiques. Ils sont des partenaires importants pour contrer cela... LA MGF et le mariage des enfants ont des sérieuses conséquences sur la santé des jeunes filles. Nous faisons des opérations de sensibilisation sur ces sujets en utilisant l'éducation, car la MGF et le mariage des enfants signifie que des jeunes filles sont retirées de l'école. » - *Gambie, participante féminin*

Gouvernance

- Plaider pour la bonne gouvernance pour promouvoir la distribution équitable des ressources

Travail des jeunes et partenariats

Il a été demandé aux participants de décortiquer et de discuter des partenariats qu'ils ont noués à travers leurs activités professionnelles, du rôle que ces partenariats jouent dans leur travail actuel, des acteurs avec lesquels ils voudraient continuer de travailler ou nouer de nouvelles relations à l'avenir et de certains défis auxquels ils font face dans la création de partenariats (sur cette dernière discussion, voir la Section 3 sur les Défis).

Partenaires existants

Les participants ont décrit la création des partenariats avec une grande variété d'acteurs incluant le gouvernement à de multiples niveaux (local, provincial/régional et national), les organisations de la société civile, les organisations non-gouvernementales locales et communautaires, le secteur privé, les organisations internationales, les organisations et associations de jeunes, les organisations multilatérales, les entités des Nations Unies, les ministères du gouvernement, les leaders au sein de la communauté qui ont un objectif identique, et les chefs/institutions religieuses.

Comment les organisations de jeunesse développent-elles des partenariats?

Un nombre de facteurs-clés a émergé lors des discussions des participants sur les manières dont ils identifient, entretiennent et renforcent des partenariats avec des groupes d'acteurs variés, incluant :

- Intérêts mutuels: identifier un intérêt mutuel, un programme commun, des priorités stratégiques et/ou une vision partagée.
- Réciprocité: renforcer la nature réciproque de la relation en mettant en avant la manière dont chaque partie pourra bénéficier du partenariat.
- Relation préexistante: développer des partenariats basés sur des relations préexistantes avec des individus, institutions ou réseaux.
- Réseautage: participer à des évènements de réseautage, utiliser les plateformes en ligne et les médias sociaux, faire du volontariat et organiser des conférences/événements.
- Résultats: produire des résultats programmatiques remarquables.

Comment les partenariats aident les organisations de jeunesse

Les participants ont identifié un certain nombre de manières qui rendent les partenariats avec différents acteurs bénéfiques au travail qu'ils effectuent et qu'ils ont catégorisés selon que leurs partenariats soient avec la société civile, le gouvernement ou les organisations internationales.

- Les partenariats stratégiques peuvent augmenter la visibilité et la crédibilité des organisations de jeunesse et augmenter leurs chances de pouvoir participer à des dialogues concernant le peacebuilding.
- Se mettre en partenariat avec les acteurs du gouvernement crée un espace pour les jeunes pour participer aux processus de prise de décision.
- Développer des partenariats aide à réduire l'écart entre les différents secteurs de la société et contribue à la cohésion sociale.
- Les organisations plus grandes peuvent être en mesure de fournir aux associations de jeunes peacebuilder des formations et des opportunités pour renforcer leurs capacités.
- Lorsque des partenariats avec de plus grandes organisations sont noués, les organisations des jeunes peacebuilder gagnent l'accès à des ressources auparavant inaccessibles (ressources d'ordre matériel, financier, technique, informatique, etc.)
- Développer des partenariats peut renforcer et créer des opportunités pour l'échange des connaissances et le mentorat.
- Les partenariats avec les organisations qui ont une vision identique peuvent aider à éviter le dédoublement des efforts et à amplifier l'impact du travail partagé.
- À travers les partenariats, les organisations de jeunes peacebuilders sont capables de gagner une reconnaissance pour leur travail, et en retour, peuvent répondre aux stéréotypes négatifs concernant les jeunes.

3. Défis

Partenariats

- Les participants ont cité l'expérience limitée des jeunes comme un défi quant à savoir comment former des partenariats solides et être capable de convaincre des interlocuteurs de nouer des partenariats avec des organisations de jeunesse.
- Les normes culturelles et religieuses rendent difficile pour les jeunes femmes la possibilité de nouer des partenariats avec les chefs religieux.
- Nouer des partenariats avec d'autres jeunes est un défi, car ils s'attendent souvent à recevoir une rémunération, ce que ne peuvent pas fournir les organisations de jeunesse.

> « Les jeunes n'ont pas de travail, ils ne sont pas à l'école, ils ont l'impression qu'ils n'ont rien à perdre. Ils ont l'impression qu'il n'y a aucune utilité au vote, ils ne croient pas au système. »

- Les partenariats sont un défi lorsque certains jeunes ne souhaitent pas s'engager dans le volontariat[1].
- Du fait de structures hiérarchiques et gérontocratiques, les jeunes sont considérés comme « trop jeunes pour s'exprimer » et pas assez matures pour participer à la construction de la paix ; par conséquent, des membres plus âgés de la société et les institutions établies ne souhaitent pas ou hésitent à nouer des partenariats.
- Du fait des stéréotypes sur les jeunes, il y a un manque de confiance envers les organisations de jeunesse et les jeunes au sens large.
    - Quand les partenariats ont été noués, les jeunes sont souvent engagés de manière symbolique.
    - Quand elles intègrent des partenariats, les organisations de jeunesse sont soucieuses face au risque d'être manipulées afin de servir aux objectifs de leur partenaire, en particulier lorsqu'elles se mettent en partenariat avec des acteurs du gouvernement ou des institutions.
    - Les organisations de jeunesse ont une confiance limitée envers de potentiels partenaires, car dans le passé, des propositions de projets qu'ils avaient soumis ont été données à d'autres groupes avec lesquels le partenaire potentiel avait déjà noué une relation.

> « ... ce n'est pas que nous voulons qu'ils [gouvernement] tiennent compte de notre avis. Nous voulons simplement qu'ils nous écoutent, nous laissent exprimer notre opinion et proposer nos solutions. »

- Forger des partenariats avec de grandes organisations requiert souvent des capacités administratives que les organisations de jeunesse locales et communautaires ne possèdent pas toujours.
- Les acteurs du gouvernement perçoivent la paix et la sécurité comme relevant de leur seule prérogative et ne sont pas, de ce fait, enclins à impliquer la jeunesse.
- L'accès limité à l'information rend difficile pour les organisations de jeunesse d'identifier des partenaires potentiels et de savoir qui contacter et comment.

[1] Certains participants ont reconnu le fait que de nombreux jeunes sont incapables de consacrer du temps au volontariat parcequ'ils ont besoin de passer ce temps à travailler afin d'obtenir un moyen de subsistance pour eux et/ou pour leur famille.

- Les divisions religieuses et/ou ethniques rendent la création d'un partenariat difficile pour ceux qui viennent d'un groupe religieux/ethnique différent.
- Quand un individu-cléou une personne ressource quitte une organisation faisant partie d'un partenariat, cela peut devenir problématique de conserver un partenariat solide.
- La concurrence pour des ressources limitées rend difficile la formation de partenariats avec d'autres organisations.
- Le manque de contact direct entre les associations de jeunesse et les bailleurs de fond a pour conséquence que ceux derniers choisissent des associations qu'ilss connaissent déjà et avec lesquelles elles travaillent de manière rapprochée, excluant ainsi les organisations de jeunesse de petite taille et moins connues.

Financement

- Il est difficile d'obtenir un financement continu alors que les organisations de jeunesse ne sont souvent pas équipées pour contrôler et évaluer leurs activités selon les standards attendus par les bailleurs.
- La longueur des processus bureaucratiques comporte que les organisations de jeunesse ne reçoivent souvent pas à temps le financement dont elles ont besoin pour effectuer le travail planifié.
- Plusieurs organisations de jeunesse ne sont pas formellement enregistrées, ce qui rend difficile l'obtention d'un soutien des bailleurs.

> « Comme les jeunes n'ont plus rien à perdre, ils sont plus enclins à adhérer à des récits extrémistes et violents. Là où ils se sentent abandonnés [ces récits] leur donnent un sentiment d'appartenance »

Emploi et éducation

- Des taux élevés de chômage poussent les jeunes à s'engager dans des activités illégales et illicites comme moyen de survie[2].
- Un accès limité ou manquant à une éducation de qualité, particulièrement pour les filles et les jeunes femmes.
- Les programmes d'enseignement actuels n'incluent pas la culture de la paix et ne sont pas conçus pour répondre aux besoins du marché du travail.
- De hauts niveaux de violence comportent que les jeunes migrent ailleurs pour avoir une éducation, ce qui crée une « fuite des cerveaux » des communautés locales.
- Des taux faibles d'alphabétisation rendent difficile pour l'ensemble des jeunes d'accéder à l'information et de prendre des décisions éclairée; cela augmente le risque d'être manipulé par l'Etat ou par des groupes armés non-étatiques.
- Le népotisme et la corruption rendent l'accès aux opportunités d'emploi difficile pour les jeunes.

Justice

- De hauts niveaux de corruption couplés à de faibles institutions judiciaires résultent dans un respect limité du droit/loi et des droits humains, ainsi qu'à un manque de redevabilité.

[2] Il est important de noter que la quasi-totalité des participants a identifié le chômage comme un défi majeur auquel leurs pairs et eux-mêmes devaient faire face, à travers la région.

Gouvernance et politique

- Les jeunes sont exclus de la prise de décision, donc le conflit apparaît quand les gouvernements nationaux imposent une législation ou des politiques qui ne parviennent pas à refléter les problèmes auxquels les jeunes font face.
- Les conseils nationaux de la jeunesse ne sont pas représentatifs des besoins des jeunes, car ils sont hautement politisés et souvent cooptés par les partis politiques.

> « Quand ils ne sont pas intéressés par ton programme, ils vont trouver un moyen d'anéantir ton programme ou de s'assurer que tu y renonces. »

- Les participants ont exprimé une défiance générale envers les institutions étatiques, qui sont rongées par la corruption et qui se sont montrées incapables de répondre aux problèmes sociaux de longue date.
- Un accès limité à l'information et un manque de transparence limitent la confiance que les jeunes ont envers les acteurs du gouvernement et les institutions.
- Il y a un soutien limité du gouvernement aux initiatives des jeunes, qui sont perçues comme élément potentiel pour troubler les structures de pouvoir existantes.
- Les ressources qui sont disponibles pour soutenir la réinsertion des jeunes qui ont commis un crime ou quitté des groupes extrémistes violents sont limitées.
- Beaucoup de gouvernements sont fortement centralisés, ce qui engendre de la frustration parmi ceux qui vivent en dehors des capitales et des principaux centres urbains.
- Les jeunes ne sont pas inclus dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes, ce qui limite leur utilité au niveau local.
- Il y a une volonté politique limitée de s'engager avec les jeunes sur les sujets de la paix et de la sécurité.

Cohésion sociale

- Il y a de fortes divisions à travers la région, basées sur l'ethnicité, la religion et les langues, ce qui crée de la discrimination et limite les opportunités des jeunes.
- La présence de groupes terroristes a augmenté la défiance entre les différents membres de la société, particulièrement envers les communautés de la diaspora soupçonnées d'être associés aux groupes terroristes.
- Le développement social au sein des pays n'est pas réparti équitablement, ce qui conduit certaines régions à se sentir marginalisées (comme le décrivent les participants, il y a des régions où les groupes rebelles et terroristes tendent à émerger).

> Le plus gros problème politique au Nigéria se situe au niveau des lignes de fracture ethniques. Quand un gouvernement arrive au pouvoir, tout ce qu'il fait est d'essayer et de créer des divisions de telle manière à ce que les gens ne se sentent pas inclus. »

- Convaincre les membres de la communauté de la pertinence des discussions sur la paix et la sécurité constitue souvent un défi.
- Il y a un dialogue limité entre les forces de l'ordre et de sécurité et les citoyens, ce qui contribue à de forts sentiments de défiance.

Sécurité personnelle

- Les jeunes ont peur pour leur sécurité et leur bien-être lorsqu'ils expriment des opinions qui pourraient être considérées comme dissidentes par leurs gouvernements.

Genre

- En raison des croyances traditionnelles, les jeunes femmes font l'expérience du harcèlement et de la discrimination, faisant de la mise en œuvre d'activités de construction de la paix un défi et un danger.
- C'est un défi d'amener les jeunes hommes à discuter de leurs sentiments et de leurs émotions car c'est considéré comme culturellement inapproprié.
- La violence basée sur le genre, le mariage infantile et la MGF nuisent à la capacité des filles et des jeunes femmes d'obtenir une éducation et par conséquence un emploi valorisant.

> « Ce n'est pas important d'investir pour les filles car elles iront du foyer de leur père à celui de leur mari. Elle ne veulent pas dépenser leur argent. Ne pas avoir accès à l'éducation... [signifie] que tu ne sais pas que tu as des droits. »

4. Recommandations

Les recommandations suivantes ont été développées en réponse aux défis identifiés par les participants lors de la session précédente (comme détaillées dans la section précédente (3)). Dans leurs discussions sur de possibles recommandations, les participants ont été amenés à orienter leurs réflexions sur quatre domaines-clés : les actions, les acteurs, les ressources et les résultats.

Financement

- Apporter un soutien (financier, technique, etc.) aux organisations et associations de jeunesse.
- Créer des subventions et de fonds dédiés au soutien du travail de peacebuilding assuré par les jeunes.
- Simplifier et uniformiser les processus financiers permettant de soutenir les projets.
- Investir dans l'entrepreneuriat des jeunes à travers de petites subventions.

Renforcement des capacités

- Soutenir et améliorer les capacités de suivi et d'évaluation des organisations/associations de jeunesse.
- Soutenir et développer les capacités de leadership des jeunes.

Emploi et éducation

- Introduire l'éducation civique, l'éducation à la paix et au respect pour la diversité dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire.
- Utiliser l'art (théâtre, cinéma, etc.) et l'éducation non-formelle pour répondre aux stéréotypes négatifs et à la discrimination et pour fournir un discours agissant comme contrepoids positifs.
- Offrir aux jeunes l'opportunité de développer des compétences techniques dans des institutions formelles d'éducation.
- Utiliser les médias sociaux et d'autres plateformes en ligne comme un outil afin de dispenser une éducation à la paix à d'autres jeunes.
- Éduquer les parents et les travailleurs sociaux à l'importance d'envoyer les enfants à l'école.
- Inclure l'apprentissage socio-émotionnel comme une composante importante des programmes d'études.

Accès à l'information

- Créer des plateformes où les jeunes peuvent savoir quelles opportunités d'emploi sont disponibles pour eux, échanger des informations et mettre en commun les meilleures pratiques.
- Accroître la transparence et la redevabilité du gouvernement en assurant aux citoyens un accès à l'information et à une base de données ouverte pour tout ce qui concerne la législation du gouvernement, ses politiques et ses programmes.

Partenariats

- Développer des partenariats avancés entre les gouvernements, les organisations de jeunesse, les jeunes et les communautés afin de coordonner les activités de construction de la paix.
- Renforcer les relations existantes et nouer de nouvelles relations entre les organisations de jeunesse afin d'amplifier leur impact, augmenter leur visibilité et encourager le partage de connaissances.
- Afin de prévenir l'extrémisme violent, l'Etat devrait renforcer et nouer des relations avec les chefs religieux des communautés et les jeunes.
- Les gouvernements devraient encourager les partenariats du secteur privé et les universités afin de générer des opportunités d'emploi pour les jeunes.

Cohésion sociale et dialogue

- Mieux soutenir la réinsertion et la réintégration dans la société des anciens combattants et d'autres jeunes qui ont été impliqués dans des activités criminelles.
- Créer des opportunités régulières pour nourrir un dialogue intergénérationnel dans les communautés, entre les jeunes, les personnes âgées et les acteurs du gouvernement.
- Entretenir la confiance et promouvoir le dialogue entre les forces de l'ordre/de la sécurité et les jeunes.
- Créer des opportunités pour les jeunes peacebuilders provenant de différentes régions et pays afin qu'ils puissent se rassembler et discuter de leur travail.
- Décentraliser les services publics de sorte que les jeunes vivant dans les communautés rurales puissent y avoir accès.

Structures de participation de la jeunesse

- Réarranger des conseils de jeunes de telle sorte qu'ils fonctionnent indépendamment de l'Etat, qu'ils soient inclusifs et qu'ils soient représentatifs des besoins des jeunes.
- Établir un comité national de la jeunesse qui superviserait la mise en œuvre de l'UNSCR 2250 par les gouvernements nationaux.
- Soutenir la participation des jeunes dans les partis politiques.
- Promouvoir le volontariat parmi les jeunes afin de stimuler leur participation et leur engagement à tous les niveaux.

Justice

- Renforcer les structures et institutions judiciaires faibles afin de promouvoir la redevabilité et réduire l'impunité.
- Soutenir l'accès équitable à la justice pour tous les membres de la société, indépendamment de l'ethnicité, du milieu socio-économique d'origine, du genre, de l'âge, etc.

Annexe A: Information sur les participants

Pays présents		**Âge**	
Pays	Nombre de participants	21 – 31 ans	
Bénin	6	**Répartition des sexes**	
Burkina Faso	2	Masculin	19
Cameroun	3	Féminin	20
Tchad	2		
Centrafrique	3		
Congo-Brazzaville	1		
Côte D'Ivoire	2		
République démocratique du Congo	1		
Gabon	2		
Gambie	1		
Guinée-Conakry	3		
Ghana	1		
Libéria	1		
Mali	3		
Niger	2		
Nigéria	3		
Sao Tomé-et-Principe	1		
Sénégal	1		
Togo	1		

Annexe B: Liste des organisations participantes

Organizations
Think Young Women
Pan Africain des Jeunes pour la Culture de la Paix/Pan African Youth Network for a Culture of Peace (PAYNCOP)
Office Beninois du Service du Volontariat des Jeunes (OBSVJ-Benin)
AfriYAN Ghana Chapter
AfriYAN Guinea Chapter
L'Union Fraternelle des Croyants (UFC) de Dori
ONG-AFESD – Guinee
Sustainable Development Solutions Network (SDSN) Youth
National Council of Youth – Niger
African Union Students Council
UNDP
Centre for the Observation and Promotion of the Rule of Law – Togo
West Africa Network for Peacebuilding
UNV
Groupe Redonner L'espoir Res
Local Youth Corner Cameroon
Organisation de Jeunes Resident de Bamako
Buswe Institute
DRC Youth Agenda
As-Vi (Association des victims des evenements du 29 Octubre 2015 et suivant)
Sankorelabs/Tech hub social
World Peace Initiative Foundation

Annexe C: Note Conceptuelle et Agenda

Programme : Consultation régionale sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité

Voix de la jeunesse en Afrique de l'Ouest et du Centre
Cotonou, 11-13 Septembre 2017

Heure	Dimanche 10.09	Lundi 11.09	Mardi 12.09	Mercredi 13.09	Jeudi 14.09
7:30-8:45		Petit-déjeuner	Petit-déjeuner	Petit-déjeuner	Petit-déjeuner
9:00-10:30		Accueil official et panel intergénérationel	Initiatives de la jeunesse sur la paix et la sécurité: vue d'ensemble	Recommandations: défis pour la jeunesse, la paix et la sécurité	
10:30-10:45		Pause café	Pause café	Pause café	
10:45-12:30		Renforcement d'équipe	Initiatives de la jeunesse pour la paix et la sécurité: partage en groupes thématiques	Recommandations: défis pour la jeunesse, la paix et la sécurité	
12:30-13:30	Arrivées	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	
13:30-15:00		Exploration des concepts de jeunesse, de paix et de sécurité	Initiatives de la jeunesse pour la paix et la sécurité: partenariats	Recommandations: Solutions pour la jeunesse, la paix et la sécurité – Actions and Acteurs	Départs
15:00 - 15:15		Pause café	Pause café	Pause café	
15:15-16:30		UNSCR 2250: présentation et reflexion	Initiatives de la jeunesse pour la paix et la sécurité: partenariats	Recommandations: Solutions pour la jeunesse, la paix et la sécurité – Resources and Résultats	
16:30-17:30		Réflexions et Agenda pour le jour suivant	Réflexions et Agenda pour le jour suivant	Prochaines étapes et clôture	
19:00	Dîner	Dîner	Dîner	Dîner	

-NOTE CONCEPTUELLE-

INTRODUCTION

Le 9 décembre 2015, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté unanimement la Résolution 2250 concernant la Jeunesse, la Paix et la Sécurité (JPS). Cette résolution est la première à reconnaître le rôle important et positif des jeunes femmes et des jeunes hommes dans le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité. Les résolutions « Sustaining Peace » adoptées en Avril 2016, mentionnent explicitement la résolution 2250 et réaffirment « le rôle important de la jeunesse pour la prévention et la résolution de conflits ainsi que comme aspect clé des efforts durables et inclusifs de maintien de la paix », et demande aux « Etats Membres et entités appropriées des Nations Unies de considérer tous les moyens pour augmenter la participation inclusive de la jeunesse dans les efforts du maintien et de consolidation de la paix (…) ».

En 2016, pour sensibiliser et appuyer la mise en œuvre de la Résolution 2250 et des cadres normatifs y afférant, les agences de l'ONU ont travaillé en étroite collaboration avec leurs partenaires pour réaliser des activités de sensibilisation, pour la mise en œuvre d'une nouvelle plateforme mondiale de gestion des connaissances, pour la création de fonds et programmes axés sur la jeunesse ainsi que sur la réalisation d'une étude mondiale de progrès mandaté par la Résolution 2250. L'étude de progrès apportera une vue d'ensemble sur le travail de renforcement de la paix que les jeunes sont en train de mettre en œuvre au sein de leurs communautés et identifiera des lignes de collaboration directes avec des jeunes à travers des canaux nouveaux et innovants dans les questions de paix et de sécurité.

« L'exclusion des jeunes n'est pas due à leur silence, ni à leur faible capacité de s'exprimer, c'est à cause de l'autre côté, pourquoi est-ce que l'autre côté ne les écoute pas ? »[3].

An des objectifs majeurs de la résolution 2250 consiste dans l'inclusion effective des jeunes comme acteurs clé dans l'agenda pour la paix et la sécurité. Il est donc capital que le modèle de méthodologie participative suggérée par l'étude de progrès soit appliqué. La jeunesse doit constituer une partie prenante des différentes étapes qui forment le processus de consultation, car cela leur permet de répondre efficacement aux défis de paix et sécurité qui affectent leurs communautés. Leur implication et participation aux processus d'analyse et de diagnostique constituent également la manière la plus efficace pour assurer qu'ils seront en mesure d'identifier les solutions pour accomplir les objectifs de l'agenda JPS et pour assurer sa mise en œuvre pour et avec les jeunes. Les consultations régionales sont une composante indispensable de cette approche participative, comme l'ont démontré les Consultation régionales déjà réalisées dans les états arabes, Asie et Pacifique, Europe de l'Est et Asie centrale et Amérique Latine et Caraïbes.

CONTEXTE REGIONAL

L'organisation d'une consultation régionale en Afrique de l'Ouest et du Centre est cruciale pour plusieurs raisons. Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont caractérisés par une large population des jeunes : plus du 40% de la population a entre 0 et 15 ans et plus de 18% a entre 15 et 24 ans. Ces jeunes représentent 36% de la force de travail du marché africain et ils constituent également un potentiel incroyable pour le développement économique et social, spécialement si des politiques publiques inclusives sont mises en œuvre pour promouvoir la participation active des jeunes dans tous les segments de la société[4].

L'Afrique Centrale et de l'Ouest a vécu une forte instabilité sociale et politique qui a souvent mené à l'éclatement des différents conflits armés. Depuis la période de l'indépendance, la grande majorité de ces conflits ont pris la forme de conflits intra-étatiques parmi lesquels 5 guerres civiles à grande échelle[5]. Aujourd'hui, la région a atteint une nouvelle phase de stabilité politique et ses sociétés ont renforcé leurs capacités de résilience aux conflits donnant beaucoup d'espoir pour le futur. Cependant, certains aspects préoccupants persistent dans la région :

3 Nur Laiq, Advisor on Progress study on Youth Peace and Security Advisor, Youth4Peace Progress Study overview, 12 august 2016. https://www.youth4peace.info/ProgressStudy

4 United Nations social papers, https://social.un.org/youthyear/docs/Regional%20Overview%20Youth%20in%20Africa.pdf; African Economic outlook http://www.africaneconomicoutlook.org/en/statistics

5 Sierra Léon, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Liberia et Mali

une augmentation dans le trafic de drogue et des êtres humaines, troubles violente liées aux élections politiques, anciennes frictions ethno-nationales et l'extrémisme violent[6]. La présence de groupes terroristes (AQIM, Boko Haram, Mujao, Etat Islamique, Ansar Dine, entre autres) a augmenté l'instabilité sociale et l'insécurité en favorisant le développement de l'extrémisme violent qui touche surtout les jeunes. Les conditions de vulnérabilité dans lesquelles ils se trouvent représentent un facteur qui influence directement les possibilités de radicalisation. Le chômage, la difficulté d'accès aux services sociaux de base, la déscolarisation ainsi que le manque d'opportunités contribuent directement au développement d'un sentiment de désespoir dans le futur et de défiance envers les institutions[7]. Malgré ces défis, la jeunesse forge des sentier créatifs pour la paix recherchant des nouvelles pistes qui mènent à des sociétés plus résiliant.

La consultation régionale sur la résolution 2250 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre constitue une opportunité pour la jeunesse de faire entendre sa voix et de jouer un rôle actif dans les questions de paix et sécurité qui les concernent.

OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

Tenant compte des approches différentes de chaque pays et sous-région, les objectifs spécifiques de la consultation sont :

1. Identifier et prioriser les questions de paix et de sécurité qui affectent les jeunes dans un contexte local, national, régional, ou mondial ;
2. Analyser les obstacles et les priorités pour promouvoir la participation active des jeunes femmes et hommes dans la prévention et médiation des conflits, la cohésion sociale et le maintien de la paix dans leur communauté, leurs institutions, leur pays et leur région ;
3. Récolter des information précises sur les activités, les initiatives et les innovations des jeunes pour prévenir la violence et maintenir la paix ;
4. Identifier des recommandations substantives basées sur les expériences des jeunes aux niveaux locaux, nationaux et régionaux afin d'apporter leur contribution à la réalisation de l'étude de progrès et permettre l'implémentation effective de la résolution 2250.

Les objectifs ci-dessus ont pour but d'atteindre les résultats suivants:

1. Les questions plus urgentes concernant la paix et la sécurité qui affectent les jeunes au niveau local, national, et régional, sont identifiés et priorisées ;
2. Les opportunités et obstacles à la participation des jeunes dans la prise de décisions autour de la prévention et la résolution des conflits sont identifiés et priorisés ;
3. Les idées des jeunes ainsi que leurs solutions innovantes pour consolider la paix et la sécurité, prévenir l'extrémisme violent et la violence basés sur le genre ainsi que sur d'autres questions connexes sont partagés et répertoriés ;
4. Les activités et les initiatives pour la paix et la sécurité menées par les jeunes dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre sont cartographies ;
5. Un network des associations de jeunesse et jeunes leaders au niveau régional (entre Afrique Centrale et de l'ouest) est établi ;
6. Les recommandations des jeunes pour l'implémentation de la résolution 2250 sont inclues dans l'étude de progrès et un premier plan d'action est réalisé.

Plan d'action : il s'agit d'un plan concret regroupant différentes activités qui assureront le suivi au niveau national sur la domestication de la RCSNU2250. Il sera réalisé par – et pour – les jeunes participants, afin de leur permettre de continuer à jouer un rôle actif et déterminé pour atteindre les engagements de leurs états sur la RCSNU2250 une fois qu'ils seront de retour dans leur pays. Ce plan d'action doit être considéré comme une feuille de route pour les jeunes participants (qui ont la responsabilité de la mettre en œuvre) qui visent à continuer de faire

6 Ibidem.

7 "Reminding participants that 46 per cent of the world's population is younger than 25 years old, Mr. Eliasson said that young people are disproportionately affected by inequality, marginalization and not least by unemployment. "With these figures and facts in mind, we should understand that young people may be vulnerable to the lure of violent extremists, who offer them a salary, a sense of belonging, and a promise of glory," he said." UN urges prevention efforts to address threats of violent extremism to children and youth, Mogens Lykketoft, President of the UN General Assembly speech, https://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=54133

entendre leur voix pour qu'elle soit prise en considération. Finalement, ce plan représente aussi une initiative concrète, définie et coordonnée qui permettra de renforcer le réseau et la connexion de jeunes leaders au niveau régional.

PRINCIPES ET METHODOLOGIE

La consultation régionale a pour but d'être un espace au sein duquel les jeunes peuvent partager et échanger leurs idées sur les problèmes de paix et de sécurité qui les affectent et concernent. Pour cela, des principes directeurs doivent être choisis pour permettre aux jeunes participants de s'exprimer librement et d'être véritablement au centre de cette consultation régionale. Des lors, la consultation devrait être axée sur les principes suivants :

- Participation : utiliser des méthodes créatives et inclusives pour amplifier la voix des jeunes, en soulignant leur pouvoir et leur leadership.
- Du bas vers le haut : assurer la participation des organisations de jeunesse opérant au niveau communautaire et cerner les obstacles, les triomphes et les réalités des jeunes.
- Inclusif et accessible : encourager les jeunes dont les voix ne sont pas souvent entendues à participer et s'assurer que tout le monde soit entendu pendant les consultations.
- Démonstratif : montrer que les jeunes contribuent de manière positive aux problèmes de paix et de sécurité à travers des témoignages en direct du terrain.
- Leadership des jeunes : encourager les jeunes à diriger eux-mêmes le processus et ses résultats (leur donner les responsabilités qu'ils méritent en tant que jeunes leaders).

Méthodologie : pendant la consultation de trois jours, plusieurs sujets seront présentés et analysés. De plus, certaines sessions seront dédiées au partage d'expérience des jeunes leaders et de diverses associations de jeunesse pour renforcer la paix dans leur communauté.

Membres du Comité d'Organisation : UNDP, UNFPA, PBSO, UNV, UNESCO, UNOWAS, UNDP-Programme Sahel, CONFEJES, Searching for Common Ground.

Où : Cotonou, Benin, du 11 au 13 Septembre

Langues de travail : Anglais-Français

PARTICIPANTS :

Les participants[8] de la consultation régionale sur la UNSCR 2250 seront sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Avoir entre 18 et 29 ans, soit la tranche d'âge définie dans la résolution 2250
- Être de l'Afrique D'ouest ou du Centre et vivre et travailler dans n'importe laquelle des deux régions, avec priorité donnée à la cartographie mise en évidence dans la table ci-dessous ;
- Travailler sur les questions de paix et de sécurité au niveau local, national ou régional. Ceci peut inclure un engagement dans les processus de paix, la cohésion sociale, la réconciliation, la prévention ou la médiation de conflits, la réforme du secteur de sécurité, la prévention de l'extrémisme violent, le désarmement, la démobilisation, la réintégration ou les violences bases sur le genre. Les participants peuvent aussi travailler activement dans la promotion de droits de l'homme, la gouvernance local ou nationale, la promotion de l'égalité des genres, la santé sexuelle et reproductive entre autres, si les cadres de leurs activités sont liés à contribuer à la paix et la sécurité.
- Appartenir à une organisation de jeunesse, un mouvement ou un network de jeunes.

Pendant le processus de sélection, les organisateurs considéreront le genre ainsi que la diversité des participants (jeunes provenant de divers milieux socio-économiques, ethniques ou religieux, les jeunes qui vivent avec un handicap, et ceux qui vivent dans un milieu urbain et rural).

8 Les participants prévus sont deux par pays mais leur nombre pourrait changer sur le base de financements disponibles

Liste des pays prioritaires des régions d'Afrique de l'Ouest et du Centre

N°	Pays
1	Mauritanie
2	Mali
3	Burkina Faso
4	Niger
5	Tchad
6	Sénégal
7	République Démocratique du Congo
8	République centrafricaine
9	Côte d'Ivoire
10	Nigéria
11	Cameroun
12	Libéria
13	Sierra Leone
14	Guinée
15	Ghana
16	Gambie
17	Gabon
18	Bénin
19	République du Congo
20	Togo
21	Sao Tomé-et-Principe